

Le puissant ministre burundais de l'Intérieur met les points sur les "i"

RFI, 20-09-2014 Burundi : l'opposition mise à l'écart par le pouvoir Le gouvernement pose des contraintes supplémentaires à l'approche des élections générales de 2015. Alors que la Ceni, la commission électorale, a déclaré que les opposants ne seraient pas représentés au niveau provincial et communal, le ministre de l'Intérieur ajoute qu'ils ne pourront pas faire campagne en dehors des deux semaines imparties. Le puissant ministre burundais de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, met les points sur les « i ». Cet homme qui se définit comme le ministre chargé de réguler les partis politiques au Burundi, a bien circonscrit les droits de ces leaders d'opposition, à l'exception de la tête de liste des partis, avec son concours disent-ils, ce qu'il a toujours nié.

« Aujourd'hui, le seul droit qu'ils ont est d'être informés sur le processus [électoral] comme tous les Burundais, et c'est ce que nous sommes en train de faire », a dit Edouard Nduwimana. Agathon Rwasa, de l'extrême gauche du FNL, Charles Nditijirwa, du principal parti tutsi du Burundi, l'UPRONA, ou encore Chauvineau Mugwengez, une dissidence du parti au pouvoir, sont pourtant considérés dans ce pays comme les véritables opposants au pouvoir de Pierre Nkurunziza, aux côtés de quelques autres leaders aujourd'hui en exil ou poursuivis devant la justice burundaise. Deux semaines aux opposants pour faire campagne Au mieux donc, ces « acteurs politiques » comme on les appelle ici, n'auront que les deux semaines prévues par le code électoral pour battre campagne, ce qui ne les décourage pas. Agathon Rwasa, figure de proue de l'opposition burundaise, assure qu'il ira aux élections quoi qu'il arrive et pour gagner. « C'est plus que scandaleux, que la Ceni, que le ministre, qui que ce soit, commence à mettre des barricades, s'indigne-t-il, c'est peine perdue, ils perdront absolument les élections ». La communauté internationale inquiète elle depuis longtemps. Elle qualifie de « restriction de l'espace politique au Burundi » ce qui se passe. Mais elle paraît aujourd'hui impuissante face à un pouvoir qui semble décidé à aller au bout de cette logique.